

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP
DONNEES 2011**



Nom de la collectivité : Domène

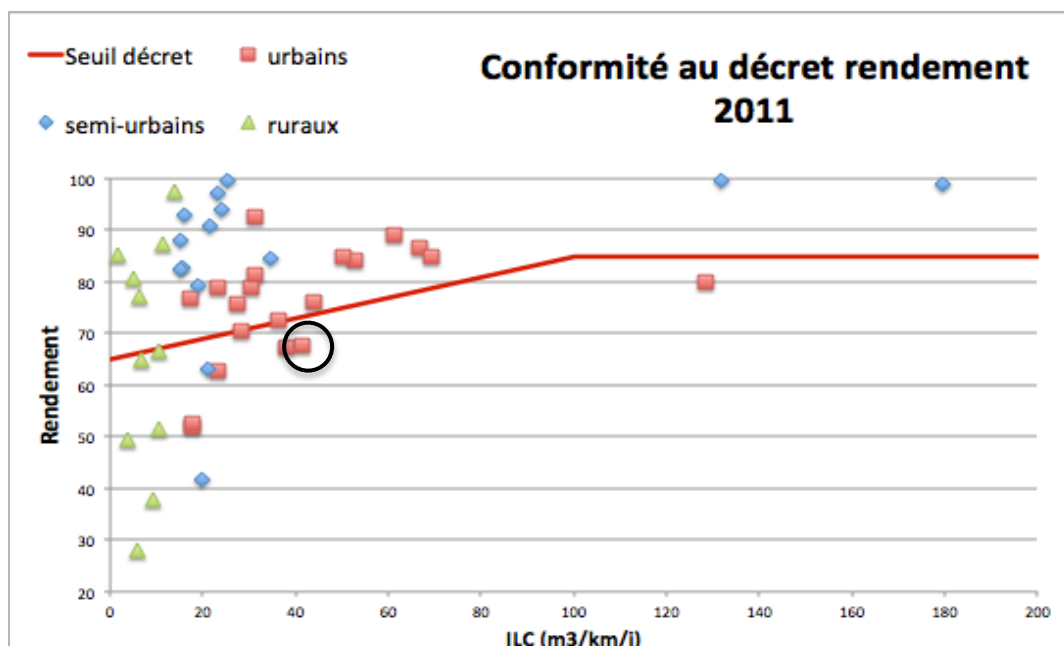
Type de collectivité : Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « * ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
Généralités Abonnés : 2 830 ILC : 41,4 m ³ /km/j Habitants : 6 705 Densité habitants* : 248 hab/km Mode de gestion : <i>régie directe</i> Branchements : 2 900 Date de règlement de service : Volume entrant : 640 Mm ³ 02/06/2005 Volume facturé : 386,1 Mm ³ Linéaire de réseau : 42,945 km Installation de traitement : <i>oui</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m ³
Gestion Patrimoniale Ouvrages : 12 captages, 2 réservoirs (4cuves) Nombre total de compteurs : 2 830 Pourcentage de compteurs +12 ans : 62,1 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 1,08 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,65 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
Performance Rendement* : 64,6 % Indice Linéaire de Pertes* : 23 m ³ /km/j	Rendement CEP : 79,1 % ILP CEP : 12,0 m ³ /km/j
Décret "rendement" : Niveau de connaissance du patrimoine : 80/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 73,3 % Rendement 2011 : 64,6 % rendement lissé sur 3 ans* : 56,3 % <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1 % Rendement CEP lissé : 78,4 %
Branchements en plomb : Nombre de branchements en plomb restant connus : 68 Evaluation du coût de remplacement* : 122 400 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : 31/12/17	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
Données financières Recettes réelles totales de fonctionnement : 961 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 580,8 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 0,9 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m ³) : 1,11 €/m ³ Evolution du prix depuis 2008* : +16,1 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m ³ Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m ³ (2009)

* calcul CEP, voir notice explicative

Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



Domène est entourée.

Elle est à interpréter au regard des communes de typologie urbaine (carrés rouges). En 2011, son rendement était de 64,6% pour un ILC de 41 m³/km/j. Ce rendement était de 5 points inférieur au seuil imposé par le décret "rendement".

Toutefois, le rendement a progressivement augmenté depuis quelques années. En 2008 (pas sur le graphique), celui-ci n'était que de 43,8%. Si cette amélioration perdure, le rendement devrait entrer en conformité avec les exigences réglementaires très prochainement.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Domène est de 20,9 m³/km/j, ce qui en fait le 4^e ILP le plus important du territoire. Le réseau présente donc encore des fuites importantes, même si cet indicateur a diminué de moitié depuis 2008 (46,7 m³/km/j).

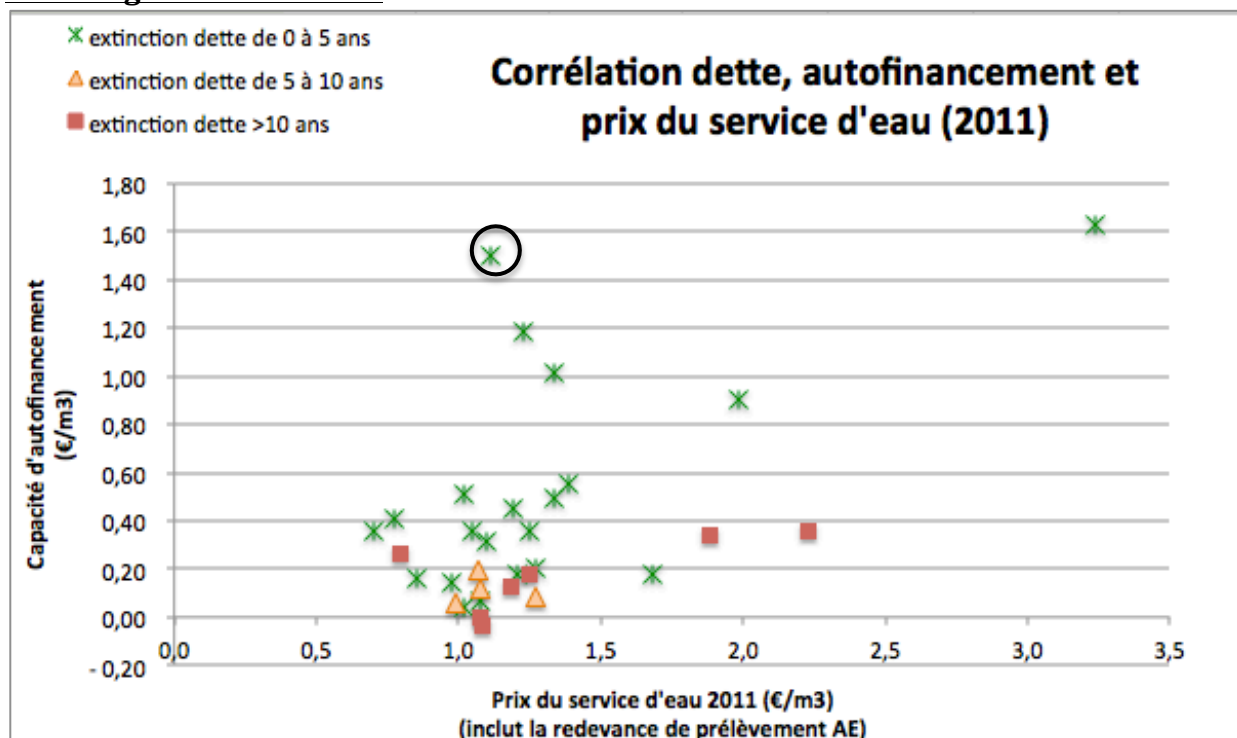
Il conviendra de rester vigilant vis à vis de cet indicateur afin de continuer à améliorer les performances du réseau.

Par ailleurs, le parc de compteurs de Domène devient vieillissant avec 62,1% de compteurs de plus de 12 ans. Il est possible que certains sous-comptent les volumes ce qui contribuerait à diminuer le rendement et surestimer les fuites.

A titre d'information, Domène a une bonne connaissance de son réseau (indice de connaissance : 80/100). Elle n'a cependant pas connaissance de l'âge de ses conduites ou de leurs périodes de pose.

Cette information permet à de nombreux services d'identifier plus facilement les zones fragiles car vieillissantes du réseau, ou anticiper un pic de renouvellement grâce à une pyramide des âges.

Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m³ (en abscisse).

Domène est entourée.

Son extinction de dette est inférieure à 5 ans (0,9 ans) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 1,50 €/m³ facturé, pour un prix de l'eau de 1,11 €/m³.

Cela traduit *a priori* une très bonne santé financière du service d'eau pour 2011.

En effet, le prix pratiqué est raisonnable et a permis de dégager un autofinancement très important.

Le niveau de dette semble assez sain (572 k€ en 2011). Si le service consacrait toute sa CAF 2011 au remboursement de la dette, il lui faudrait moins d'un an pour la rembourser. Il faut cependant rester vigilant vis-à-vis de cet autofinancement dont la valeur n'est pas structurelle et semble propre à l'année 2011.

Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Il est possible que Domène doive financer de nouveaux investissements, notamment pour améliorer la performance de ses réseaux.

Si son autofinancement de 2011 était maintenu, il est possible que celui-ci suffise à financer de nouveaux travaux. Dans le cas contraire, Domène dispose d'une certaine marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau. Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à long terme.

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre semble également disponible en matière d'emprunt. Le service devra cependant s'assurer de sa capacité à rembourser toute nouvelle dette, encore une fois, l'année 2011 semble exceptionnelle en matière d'autofinancement.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.